

Appel à manifestation d'intérêt de Partage et du F3E :

Etude préalable au projet « Nourrir une approche genre, de nos actions alimentation à nos organisations » - Accompagnement des membres de la Convention Programme « Cantines Des Écoles du Monde » (CDEM)

Ces éléments sont présentés sous réserve de la finalisation en cours des termes de référence de cette étude.

1- L'action et les acteurs et actrices impliqué-e-s

Créée en 1973, PARTAGE est une ONG de solidarité internationale d'aide à l'enfance démunie. À travers une approche holistique, PARTAGE soutient des actions qui permettent de lever les freins au développement global de l'enfant afin qu'il puisse être éduqué, soigné, protégé, tout en accompagnant le développement de sa communauté. PARTAGE intervient dans 4 domaines (éducation, protection, santé et hygiène et développement communautaire) et travaille en partenariat avec des acteurs locaux qui poursuivent les mêmes objectifs de promouvoir et faire vivre les Droits de l'Enfant. En tant que partenaire accompagnant, PARTAGE s'inscrit dans une logique de renforcement des capacités des sociétés civiles locales et de pérennisation de leurs actions, via un soutien à la fois humain, financier et technique. Son réseau de partenaires locaux se compose aujourd'hui de 26 associations dans 17 pays d'Afrique, Asie, Moyen-Orient, Amérique Latine-Caraïbes et Europe. PARTAGE anime un réseau de renforcement des pratiques en matière de défense des droits et d'amélioration des conditions de vie des enfants, PARTAGE RISE. En outre, et grâce à l'engagement de son réseau bénévole, PARTAGE met en œuvre des actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale sur l'ensemble du territoire français.

Dans le cadre de son Plan d'Orientation Stratégique 2023-2030 et en lien avec son approche holistique de l'accompagnement des enfants, PARTAGE a souhaité intégrer l'égalité de genre dans son action en tant que droit humain universel et comme moyen de lutte contre l'injustice sociale. Ainsi, depuis décembre 2024, PARTAGE a initié un travail interne dont la finalité est l'adoption d'une politique genre qui visera, d'une part, l'intégration du genre dans la culture associative de PARTAGE et d'autre part, la mise en œuvre progressive d'une approche genre dans les projets menés avec ses partenaires locaux pour que ces derniers soient sensibles au genre et si possible transformatifs sur la thématique.

C'est dans ce cadre qu'est né le projet « **Nourrir une approche genre, de nos actions alimentation à nos organisations** », qui s'inscrit dans la Convention Programme (CP) « Cantines des Écoles du Monde », dans laquelle sont impliqués PARTAGE et ses partenaires AHEED en Egypte, MAEECHA aux Comores et RACINES au Bénin. Si ces organisations adoptent déjà, dans une partie de leurs actions, des pratiques sensibles au genre, ce projet a pour ambition de « développer la culture du genre » chez chaque partie prenante et de les outiller conjointement afin qu'elles intègrent une approche genre pour « ne pas nuire » et pour contribuer à réduire les inégalités et les discriminations liées au genre. Ce projet permettra également aux 4 organisations de transmettre leurs apprentissages au sein de PARTAGE RISE, pour que les autres structures membres du réseau puissent elles aussi mener des actions sensibles voire transformatives en matière de genre.

Afin d'initier ce projet, une étude préalable, présentée ci-dessous, permettra d'orienter de manière pertinente les actions d'alimentation scolaire de la CP en veillant à adopter des pratiques vertueuses en matière de genre, et contribuera à déterminer de quelles manières ces pratiques pourront infuser dans chaque organisation et au sein du réseau PARTAGE RISE.

2- L'étude en elle-même

Objectifs

L'étude préalable au projet « Nourrir une approche genre, de nos actions alimentation à nos organisations » s'articulera autour de deux objectifs principaux :

- **Nourrir l'analyse sur le genre** de chaque partie prenante de la CP à partir de leurs projets de terrain, pour mieux appréhender les normes et stéréotypes de genre sur les quatre zones d'intervention de la CP : Bénin, Comores, Egypte, et France
- **Appuyer le renforcement de capacités collectif et individuel** pour que chacune des parties prenantes s'outille pour « ne pas nuire » et pour contribuer à réduire les inégalités et discriminations liées au genre, et partage ces apprentissages aux partenaires de PARTAGE RISE

Aspects à étudier

L'appui des consultant-e-s devra porter sur deux axes de travail complémentaires :

- **La réalisation d'un diagnostic sur le rapport entre normes de genre et alimentation scolaire dans les quatre pays d'intervention.**

Ce diagnostic entend inclure une analyse des stéréotypes existants, mais aussi des dynamiques de pouvoir, des inégalités liées au genre, des violences basées sur le genre, etc. Cette analyse s'effectuerait dans le cadre précis de l'alimentation (en particulier scolaire) et ne serait pas une analyse globale des normes de genre (même si le champ de l'alimentation est fortement lié à d'autres comme celui de la santé, de l'emploi, etc.). L'analyse s'effectuerait avec une perspective intersectionnelle pour pouvoir porter une attention particulière aux croisements entre le facteur genre et d'autres facteurs (âge, situation géographique, religion, handicap, classe sociale...) pouvant avoir une incidence sur les rapports de pouvoir à l'œuvre (pouvant varier selon les contextes).

- **L'accompagnement des quatre parties prenantes sur la co-construction de plans d'actions de renforcement de capacités sur les normes de genre**, afin de dépasser une simple approche « sexo-spécifique ». L'équipe de consultance apportera son expertise sur les points suivants :

- o Une séance de sensibilisation commune des quatre parties prenantes sur le genre
- o L'analyse critique des outils de sensibilisation adaptés aux contextes locaux et aux différents publics (enfants scolarisés et déscolarisés, parents, familles élargies, équipes éducatives, cuisinier-ères, autorités éducatives). Ces outils transformatifs seront réalisés par les parties prenantes à partir des résultats du diagnostic et chaque partie prenante pourra soumettre à l'expertise des consultant-e-s un outil qu'il a créé dans le cadre de la CP, puis échanger sur les apprentissages avec les autres parties prenantes (en dehors du temps de consultance)
- o L'appui à l'identification des enjeux communs et spécifiques de renforcement de capacités sur le genre pour chaque partie prenante
- o L'appui à la co-construction des priorités du plan d'action de renforcement de capacités et les mesures à mettre en œuvre par chaque partie prenante impliquée. A l'issue de l'étude, le suivi et l'animation de ce plan seront assurés par un-e référent-e désigné-e dans chaque structure, garantissant ainsi son ancrage et sa continuité

Éléments de méthodologie et calendrier [février 2025 – avril 2027]

La méthodologie de l'étude reposera sur une approche participative et culturellement adaptée, veillant à adopter une posture non-prescriptive et non-jugeante, respectueuse des sensibilités locales tout en restant vigilante sur les possibilités d'accès aux populations afin de garantir l'inclusion des plus marginalisées. Les activités de collecte auprès des enfants devront entrer en pleine conformité avec la Politique de Protection et de Sauvegarde de l'Enfant de PARTAGE.

- **Le cadrage et l'analyse documentaire** aboutissant à la production d'une note de cadrage [mois 1]
- **L'organisation de missions de terrain** en Egypte, aux Comores, au Bénin et en France afin de collecter puis d'analyser les données, et qui aboutira à la remise d'un rapport diagnostic [mois 2 à 7]
- **L'accompagnement collectif** des parties prenantes de la CP, qui donnera lieu à une sensibilisation sur le genre et à un atelier de co-construction d'un plan d'action collectif [mois 8 à 10]
- **L'accompagnement individuel** des parties prenantes qui comportera une analyse critique d'un outil de sensibilisation produit par chacune des organisations et un appui à la construction d'un plan d'action individuel. Cette phase s'achèvera avec la remise du rapport final de l'étude [mois 11 à 14]
- **La diffusion des apprentissages de l'étude** auprès du réseau F3E et des partenaires [mois 15]

Expertise externe recherchée

L'équipe en charge de la réalisation de ce projet sera idéalement composée d'une équipe mixte de personnes nationales de chacune des quatre zones d'études : Bénin, Comores, Egypte, France. Elle devra comporter, a minima, un-e consultant-e égyptien-ne, tenant compte des restrictions d'accès aux communautés en Egypte ; et d'une équipe de consultant-e-s ayant une très bonne connaissance et expérience des 3 autres territoires de l'étude (Bénin, Comores, France). L'équipe de consultance devra signer la Politique de Protection et de Sauvegarde de l'Enfant de PARTAGE (code de conduite, extrait de casier judiciaire).

L'équipe de consultance devra nécessairement justifier des compétences et expériences suivantes :

- Expérience significative dans le domaine de la solidarité internationale ;
- Expérience dans la collecte qualitative et quantitative de données, la conduite d'entretiens, l'analyse et la synthèse de données ;

- Capacité à respecter la confidentialité des informations recueillies auprès du public cible ;
- Solide expérience de terrain en accompagnement d'Organisations de la Société Civile et de projets de développement ;
- Solide expertise sur la thématique du genre, en particulier dans les domaines de l'éducation et des droits de l'enfant ainsi qu'en analyse des besoins des organisations sur la thématique du genre ;
- Bonne connaissance des enjeux relatifs à l'alimentation, aux systèmes alimentaires et à la nutrition ;
- Excellente connaissance des enjeux spécifiques des zones d'intervention : Bénin, Comores, Egypte et France et maîtrise des langues parlées localement ;
- Maîtrise du français indispensable, qualités rédactionnelles avérées.

Autres compétences et expériences souhaitées :

- Expérience(s) préalable(s) d'accompagnement de projets collectifs pluri-acteurs ;
- Titulaire de diplômes en sciences sociales, protection de l'enfance, sciences de l'éducation, nutrition ou toute autre discipline pertinente pour cette étude ;
- Très bonne connaissance des systèmes éducatifs des pays concernés (enjeux et défis) ainsi que des enjeux globaux de protection de l'enfance ;
- Excellente compréhension des enjeux de protection et de sauvegarde.

Dans le cadre du dispositif de lutte contre le financement du terrorisme et blanchiment d'argent, tout prestataire sélectionné dans le cadre d'un appel d'offres est susceptible d'être soumis à vérification de ses antécédents sur les listes d'exclusion internationales (Nations Unies, Union Européenne, France, Etats-Unis...). Ces informations sont traitées de façon confidentielle et archivées sur un serveur sécurisé. La présence avérée d'un prestataire sur une de ces listes donnera lieu à l'interruption de tout processus de sélection en cours.

Le budget maximal de l'étude, pour l'intervention des consultant-e-s, s'élève à 46 000 € TTC. Ce budget comprend des honoraires de consultation, des déplacements nationaux et internationaux (y compris la prise en charge des frais d'hébergement et de restauration) ainsi que d'éventuels autres frais (assurance, traduction, secrétariat).

NB : des entretiens de sélection pourront être organisés le 5 ou le 6 février 2026 en visioconférence.

Cet appel à manifestations d'intérêt (AMI) est destiné à **identifier des consultant-e-s**. A l'issue de cet AMI, une présélection sera opérée, puis un **appel d'offres restreint** sera lancé auprès des consultant-e-s présélectionné-e-s, sur la base des termes de référence finalisés de l'étude.

A ce stade, le **CV du/de la consultant-e proposé-e pour être chef-fe de mission est demandé**. Si une équipe de consultant-e-s était proposée, l'**envoi du CV du/des consultant-e-s associé-e-s n'est pas exigé à ce stade** de l'AMI (il le sera pour les réponses à l'appel d'offres restreint), mais est toutefois **encouragé**.

Si vous souhaitez manifester votre intérêt, merci de bien vouloir envoyer votre / vos CV par courrier électronique **avant le lundi 15 décembre 2025 à midi (heure de Paris)** à l'attention simultanée de :

Magnolia Houlbrèque, Responsable de programmes et chargée d'études, F3E : m.houlbreque@f3e.asso.fr

Marie Benketaf, Responsable des apprentissages/Référente Protection de l'enfant & Responsable Programmes Madagascar, PARTAGE, marie.benketaf@partage.org

Nahuel Dumenil, Responsable régional, PARTAGE, nahuel.dumenil@partage.org

Il est demandé de joindre un CV actualisé dans lequel vous aurez souligné les éléments spécifiques que vous jugez utiles pour apprécier votre manifestation d'intérêt dans le cadre de cette étude.